



**Compte rendu de discussion¹
de la session ordinaire du Comité consultatif public mixte n° 06-04
dans le cadre de laquelle s'est tenue
la Table ronde sur la conservation de la nature et le commerce,
les 7 et 8 novembre 2006,
à Cancún, État de Quintana Roo, au Mexique**

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) a tenu sa quatrième session ordinaire le 7 novembre 2006, à Cancún, dans l'État du Quintana Roo, au Mexique, et celle-ci avait pour principal objectif de mieux connaître les défis et les possibilités que présente la conservation de la nature alors que l'on assiste à un accroissement des liens qui unissent le commerce et l'environnement dans les trois pays nord-américains.

Le présent compte rendu de discussion fait état de chacun des points à l'ordre du jour, de l'ensemble des décisions prises par les membres du CCPM, des mesures de suivi à prendre et des responsables de ces mesures (voir l'ordre du jour à l'annexe A, la liste des participants à l'annexe B et les exposés à l'annexe C).

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter dans le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cce.org>>.

Mot de bienvenue du président du CCPM

Le président du CCPM, M. Carlos Sandoval, souhaite la bienvenue aux participants à la quatrième session ordinaire que le Comité tient en 2006, et souligne la présence du ministre mexicain de l'Environnement, M. José Luis Luege Tamargo, du directeur exécutif de la CCE, M. Felipe Adrián Vázquez Gálvez, d'un représentant du gouverneur de l'État de Quintana Roo, M. Francisco Javier Díaz Carvajal, et des membres du CCPM. Il donne ensuite un bref aperçu des activités du CCPM et de son mandat, en précisant que ses membres, qui sont bénévoles et agissent indépendamment des gouvernements, y apportent des compétences et des points de vue divers. Il ajoute que le CCPM tient compte de l'opinion du public nord-américain lorsqu'il formule des avis au Conseil, et ce, de la manière la plus objective qui soit.

¹ AVERTISSEMENT : Le présent compte rendu de discussion a été établi avec soin et les membres du CCPM l'ont adopté, mais il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

Mot d'ouverture du directeur exécutif de la CCE

Le directeur exécutif de la CCE, M. Felipe Adrián Vázquez Gálvez, remercie le président du CCPM de son invitation et les orateurs et participants de leur présence. Il déclare que le CCPM joue un rôle important dans l'atteinte des objectifs de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). Il affirme aussi qu'il s'agit d'un élément clé pour que la CCE puisse entretenir des relations ouvertes et permanentes avec la société civile et tenir utilement compte de l'opinion de cette dernière lorsqu'elle prend des mesures.

Au nom du gouverneur de l'État de Quintana Roo, son représentant, M. Francisco Javier Díaz Carvajal, remercie le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) du Mexique pour son soutien constant dans la reconstruction de Cancún après le passage du dernier ouragan. Il affirme que le gouvernement de cet État est fier de son plan d'aménagement du territoire et qu'il est vraiment engagé dans le développement durable. Il fait notamment mention des nombreux accords signés récemment afin de coordonner les activités internationales et nationales, ainsi que des travaux qu'ont entrepris les gouvernements des cinq États voisins en vue d'achever l'aménagement du territoire de la région.

Discours d'ouverture du ministre de l'Environnement

Le ministre de l'Environnement du Mexique, M. José Luis Luege Tamargo, ouvre la quatrième session ordinaire du CCPM en mentionnant que les avis de ce dernier au Conseil de la CCE revêtent une grande importance. Il mentionne que le Semarnat dispose, lui aussi, d'un comité consultatif qui représente les cinq régions géographiques du territoire national, et que ses recommandations encouragent l'élaboration de politiques qui favorisent le développement durable.

Il réitère l'engagement du gouvernement fédéral à restaurer les infrastructures de Cancún ainsi que son secteur touristique compte tenu de son importance dans l'économie du pays; à lui seul, l'État du Quintana Roo génère la moitié des recettes du Mexique dans le domaine du tourisme.

Il mentionne que d'importants progrès ont été accomplis au cours des dernières années en vue de donner de solides fondements au développement durable, notamment l'achèvement de la restauration écologique de la mer de Cortés, l'établissement du plan national pour les océans et le littoral, et l'instauration du premier registre de rejets et de transferts de polluants. Il souligne également le fait que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a désigné 18 autres réserves de la biosphère au Mexique. Il déclare qu'il s'agit d'un événement historique qui place ce pays au quatrième rang mondial pour la superficie de ses réserves avec quelque 22 millions d'hectares.

Il indique également que le gouvernement mexicain est en train d'établir un inventaire des gaz à effets de serre dans les pays en développement qu'il présentera au cours d'un forum international à Nairobi. Il manifeste également un grand intérêt à l'égard des activités concertées que réalisent les trois pays pour élaborer des politiques et programmes concernant les économies d'énergie et les changements climatiques.

M. Luege Tamargo déclare ensuite la session officiellement ouverte.

Exposé des travaux de la CCE relatifs au commerce et à la conservation de la biodiversité

Le gestionnaire principal du secteur de programme relatif à la conservation de la biodiversité, M. Hans Herrmann, expose les travaux que la CCE a accomplis jusqu'à présent en vue relever les défis que présente ce domaine en Amérique du Nord. Il rappelle que pour pouvoir entreprendre une gestion efficace et rentable de l'environnement à l'échelle continentale, il faut se fonder sur une optique nord-américaine qui détermine clairement, dans notre intérêt et celui des générations à venir, les éléments partagés ainsi que les besoins à satisfaire afin de maintenir l'intégrité écologique, et ce, des vastes eaux des océans jusqu'aux prairies qui s'étendent du Canada au Mexique en comptant les États-Unis.

Il affirme que les gestionnaires chargés de la conservation sur le plan local ont tout à gagner d'une optique écosystémique à grande échelle, qu'il s'agisse de préserver des baleines ou des oiseaux aquatiques. Il estime plus facile de s'attaquer aux enjeux que suscitent les habitats en appliquant une approche concertée et uniforme au Canada, au Mexique et aux États-Unis.

M. Herrmann soutient ensuite que la CCE est la promotrice de cette optique puisqu'elle a adopté un plan stratégique pour la conservation de la biodiversité en Amérique du Nord qui énonce des mesures prioritaires pour la conservation des aires et des espèces qui revêtent une importance écologique, et qui établit un programme à long terme afin de coordonner les efforts concertés. Il précise que la mise en œuvre du plan stratégique sera facilitée par les plans d'action nord-américains pour la conservation (PANAC) que la CCE a établis en vue de conserver les espèces marines et terrestres menacées.

Exposé de la vision de la CCE

Dans le cadre de son premier exposé au CCPM, le directeur exécutif de la CCE, M. Felipe Adrián Vázquez Gálvez, donne un aperçu des travaux concertés que la CCE a réalisés à la suite de la Déclaration de Puebla. Il mentionne qu'il a fallu en premier lieu orienter les activités des groupes de travail sur le plan opérationnel étant donné que chacun d'eux avait élaboré des projets qui ont eu peu de liens les uns avec les autres au cours de leur exécution. Tout en mentionnant que les groupes de travail représentent des

outils essentiels pour lancer des discussions sur des problèmes qui touchent les trois pays, il exprime à nouveau la nécessité de créer des synergies entre les projets. À titre d'exemple, il mentionne les travaux que réalisent le Groupe de travail sur la conservation de la biodiversité et le Comité d'experts en matière d'énergies renouvelables, car ces travaux ont donné des résultats tangibles et se sont avérés utiles aux Parties à l'ANACDE.

Pour ce qui est du budget de la CCE, M. Vázquez déclare qu'il faut investir dans des domaines où il est possible de mesurer en permanence les répercussions environnementales de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Il mentionne que la CCE a tenu trois symposiums des plus fructueux afin d'examiner ces répercussions, et qu'elle prévoit améliorer cette activité annuelle en y examinant des sujets auxquels les gouvernements s'intéressent de près. Il précise que les autres symposiums se tiendront dorénavant dans le cadre de la session ordinaire annuelle du Conseil de la CCE afin que les ministres puissent y participer et que cette activité devienne une référence à l'échelle internationale en matière d'intégration économique.

M. Vázquez déclare aussi que le secteur prioritaire *Information nécessaire à la prise de décisions* changera d'orientation pour lui donner une approche qui vise l'état de l'environnement et ne donne pas lieu à l'élaboration de documents ou de cartes statiques mais à celle d'un outil qui illustre les « signes vitaux » des principaux systèmes en Amérique du Nord. Il affirme aussi que le contexte géopolitique complexifiant les discussions et l'analyse des données, la CCE essaiera de ne pas tenir compte de ce contexte et se servira des écorégions marines et terrestres comme unités de planification, mais en accordant la priorité aux régions qui réclament une intervention urgente. Il ajoute que cette activité relative à l'état de l'environnement permettra de relever des signes vitaux et d'établir des priorités, et que les symposiums seront utiles à la CCE en lui permettant de savoir ce qu'elle doit examiner avec soin et quels signes vitaux exigent une attention immédiate. M. Vázquez estime que ce système de rétroaction permettra d'apporter des améliorations sur une base annuelle, notamment en ce qui a trait à la transparence des différents processus de planification et à l'échange d'informations avec le public.

M. Sandoval remercie M. Vázquez de son exposé informatif et détaillé, et dit apprécier la nouvelle orientation qu'il apporte à la CCE. Il réitère également l'intérêt que le CCPM porte au fait de participer aux réunions et aux ateliers, ainsi que son désir de mieux accomplir son mandat et de formuler des recommandations constructives à la demande des Parties et du public nord-américain.

Exposés

Les exposés sont consultables en ligne, en anglais seulement, à l'adresse suivante :
<<http://www.CCE.org/calendar/details/index.cfm?varlan=english&ID=2019>>.

Existing instruments and institutions addressing North America issues (Instruments et institutions qui traitent des enjeux en Amérique du Nord), par M. Ernesto Enkerlin Hoefflich, président de la Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (Conanp, Commission nationale des aires protégées)

Au cours de son exposé, M. Enkerlin présente quelques-uns des mécanismes en place les plus susceptibles de favoriser la coopération bilatérale ou trilatérale en Amérique du Nord. Il fait notamment référence au programme Frontera 2012 qui est destiné à fixer des objectifs à moyen terme pour la région frontalière américano-mexicaine, c'est-à-dire au-delà des mandats des gouvernements actuels. Ce programme a donné lieu à la formation de groupes de travail thématiques régionaux. Il mentionne également la *North American Wetland Conservation Act* (Loi sur la conservation des terres humides en Amérique du Nord) qui est entrée en vigueur en 1989 et comprend une entente sur la conservation des oiseaux. Cette loi autorise le versement de fonds fédéraux américains au Canada ou au Mexique à condition que la contribution financière du pays destinataire soit équivalente.

M. Enkerlin mentionne un autre mécanisme de coopération de la Conanp avec le Canada et les États-Unis, à savoir le programme de jumelage des parcs qui est destiné à conserver les écosystèmes communs. Il explique que les parcs visés par ce programme de jumelage ont tous des caractéristiques écologiques analogues ou recèlent des espèces prioritaires comme le monarque. Il fait également mention du réseau nord-américain d'aires marines protégées ainsi que des PANAC qu'a établis la CCE et qui donnent lieu à une coopération trilatérale fructueuse.

Harnessing trade to improve biodiversity (Améliorer la biodiversité grâce au commerce), par M. Richard Huber, spécialiste principal de l'environnement à l'Organisation des États américains

M. Huber analyse en profondeur les tendances qui ont eu des répercussions sur l'environnement au cours des dernières décennies ainsi que les solutions mises de l'avant pour les entraver, notamment l'écoétiquetage et l'écotourisme. Il expose succinctement les aspects de la dégradation de l'environnement en se fondant sur l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire. M. Huber explique aussi, avec éloquence, de quelle manière des facteurs directs tels que les changements climatiques, les espèces envahissantes et la pollution s'amplifient, et à quel point le changement d'affectation des terres continue de poser de graves problèmes dans les pays en développement, là où les forêts sont rapidement remplacées par des terres agricoles.

When does trade help or hinder the conservation of endangered species? (Avantages et inconvénients du commerce pour la conservation des espèces en voie de disparition), par M^{me} Carolyn Fischer, associée à Resources for the Future

M^{me} Fischer, qui est économiste de formation, déclare que l'on doit tenir compte des interactions complexes entre les variables économiques, écologiques et institutionnelles pour mesurer les incidences positives ou négatives que le commerce peut avoir sur la conservation des espèces en voie de disparition.

Elle indique, par exemple, que lorsque la demande du marché réclame un assèchement de terres humides pour y faire pousser des céréales ou la conversion de mangroves pour y élever des crevettes, cela entraîne le déplacement d'un très grand nombre d'espèces dont la survie dépend de ces habitats. En revanche, lorsque cette demande est constructive, le commerce peut susciter une activité économique qui complète le caractère écologique de certains habitats. M^{me} Fisher ajoute que c'est la raison pour laquelle il est si important de connaître le contexte particulier d'une ressource et pouvoir ainsi choisir les bons mécanismes pour obtenir les résultats escomptés.

Le président du CCPM invite ensuite l'assistance à formuler des questions ou des observations.

- Un membre de l'assistance se dit inquiet des investissements dans des forêts à venir; il estime qu'il existe un vice dans les modèles économiques présentement en application, car ils permettent aux humains de continuer à être des prédateurs qui exploitent une ressource jusqu'à ce qu'elle disparaisse et qui exploitent ensuite une autre ressource de la même manière.
- Un autre membre de l'assistance déclare que les solutions fixées par le marché se fondent encore sur la consommation, ce qui signifie que l'on doit repenser les principes économiques qui justifient les profits que l'on tire de ressources comme les forêts.
- Un membre du CCPM juge important de ne pas surévaluer un service écologique par rapport à un autre, comme c'est le cas au Brésil où la production d'éthanol cache la déforestation qu'elle occasionne en Amazonie.
- Un autre membre de l'assistance affirme que beaucoup de gens profitent de l'étiquetage « vert » de leurs produits ou services parce qu'ils se vendent mieux, et ce, même si ceux-ci ne satisfont pas à tous les critères en raison du fait qu'il s'agit d'entreprises qui n'appliquent pas les normes et procédures d'écoétiquetage.
- M. Vazquez déclare nécessaire de renforcer le cadre légal au Mexique parce qu'il est trop général pour le moment et complexifie vraiment l'application de la loi. Il estime que l'efficacité de cette application est essentielle pour atteindre les buts fixés en ce qui a trait à la conservation de la nature et au développement durable.

- Un autre membre de l'assistance est préoccupé par le fait que la déforestation se poursuive et par l'absence de fonctions écologiques telles que le captage de dioxyde de carbone par les vieilles forêts. Il soutient que les mécanismes du marché exigent un marché vraiment déterminé, ce qui n'est pas le cas de la biodiversité.
- Un orateur estime important de partager les enseignements tirés de réalisations comme le café d'ombre ou l'observation des baleines.

Conserving shared species in the context of increased trade and economic linkages in North America (La conservation des espèces communes dans le contexte du resserrement des liens commerciaux et économiques en Amérique du Nord), par M. David Brackett, président d'Habitat faunique Canada

M. Brackett expose, dans les termes suivants, les implications que peuvent avoir des choix quotidiens du point de vue d'un consommateur type : « Le consommateur qui réclame des courgettes fraîches tout au long de l'année à l'étal de son supermarché local demande davantage qu'il peut l'imaginer. Il demande en fait des changements à l'utilisation des sols et à l'infrastructure de transport, et éventuellement au mode d'occupation des terres et à l'infrastructure économique. Mais le consommateur final est rarement intéressé à entendre parler de ces changements et à savoir en quoi ils consistent, et il n'est pas particulièrement désireux d'en assumer les coûts.

« Mais nos sociétés assument inévitablement les coûts de ces changements, et nous devons trouver une manière plus rationnelle de les assumer en sachant plus pertinemment ce que coûte une telle demande de fruits et de légumes frais à longueur d'année dans les pays nordiques. Pour ce faire, il faut avoir une notion plus complète des liens écologiques. Nous devons aussi mieux connaître les coûts de production des biens et d'exécution des services que nous commercialisons actuellement, et inventorier avec plus de précision les biens et services écologiques qui n'ont pas encore de marché. Dans les transactions quotidiennes, cela exigera une prise en compte de ce qu'ils coûtent vraiment. »

Enhancing the conservation value in human-dominated landscapes (Mise en valeur de la conservation dans les paysages dominés par les humains), par M. Gerardo Ceballos, Instituto de Ecología (Institut d'écologie) de l'Universidad Nacional Autónoma de México (Université nationale autonome du Mexique)

M. Ceballos indique que les recherches sur l'extinction de certaines espèces et populations montrent que la réduction de la biodiversité s'accélère, et qu'il s'agit de l'un des problèmes environnementaux les plus pressants qui s'aggraveront très probablement au cours des prochaines décennies. Il précise que l'agriculture, l'élevage et la sylviculture sont les causes les plus directes de la perte de biodiversité et qu'il y a tout lieu de croire qu'elles prendront encore plus d'ampleur dans un proche avenir. Il affirme que l'on a

perdu presque tous les biomes mondiaux et qu'on laisse cette situation se détériorer au lieu de veiller à protéger ce qui reste. Il soutient aussi qu'il faudra relever un défi à court et à long termes aux échelons local, régional et mondial, celui de conserver la diversité biologique et les fonctions naturelles tout en améliorant le bien-être et en réduisant la pauvreté.

À son avis, un autre défi important consiste à regrouper la masse de connaissances disponibles pour que des organismes tels que la CCE puissent réellement agir comme des défenseurs de la conservation de la biodiversité.

Stewarding land conservation across borders (Gestion transfrontalière de la conservation des sols), par M. Brian Houseal, directeur général de l'Adirondack Council

M. Houseal déclare que l'ALÉNA a permis de réaliser une importante intégration économique sur tout le continent nord-américain, mais que cette intégration n'a pas eu la même ampleur dans le domaine de l'environnement, et ce, même si l'un des principaux motifs de création de la CCE consistait à donner une contrepartie environnementale à l'ALÉNA. Mais il ajoute que celle-ci a besoin d'un soutien accru de la part des organisations non gouvernementales (ONG), de la société et de la classe politique pour atteindre ses buts.

Il estime également essentiel que les gouvernements fassent preuve d'une plus grande compréhension et collaborent davantage afin qu'ils planifient dans une optique d'uniformité, instaurent de vraies mesures incitatives et agissent de façon exemplaire. La création d'aires protégées a représenté une grande avancée, cependant, la plupart disparaîtront si rien n'est fait pour établir des liens entre elles; le parc Adirondack, qui est entouré de 80 millions de personnes, constitue un exemple.

M. Houseal affirme aussi qu'apprendre à gérer les ressources représente un élément essentiel si l'on veut changer les choses. Il indique que 80 p. 100 des terres sont détenues par des propriétaires privés qui s'opposent encore fortement à toute gestion des espèces et des ressources sur ces terres. Il conclut en soutenant que les différends sectoriels pourraient se régler en faisant preuve d'ouverture d'esprit et de réceptivité.

Perspectivas de México: ¿Pueden beneficiarse las áreas protegidas de mayores vínculos comerciales y económicos? (Les perspectives au Mexique : Les aires protégées peuvent-elles tirer parti des principaux liens commerciaux et économiques?), par M. Ernesto Enkerlin Hoeflich, président de la Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas (Conanp, Commission nationale des aires protégées)

M. Enkerlin déclare que le Mexique, l'un des pays dont la biodiversité est la plus riche au monde, se préoccupe manifestement de protéger la nature. Il ajoute que la main de

l'homme constitue une source de changement mais aussi un outil de gestion et de restauration de la biodiversité et des fonctions écologiques. Il déclare aussi que le Mexique protège des aires depuis plus de cent ans, pour les mêmes fins qu'au Canada et aux États-Unis, mais en vertu d'un concept très différent étant donné que la plupart des aires protégées mexicaines appartiennent à des propriétaires privés ou font partie d'*ejidos* (terres communales), et que le gouvernement travaille en étroite collaboration avec eux. Il souligne que des gens vivent dans la majorité de ces aires protégées ou à proximité.

Il estime essentiel que le Canada, le Mexique et les États-Unis collaborent à la création de synergies de conservation des milieux marin et terrestre en Amérique du Nord, car celles-ci leur offrent la possibilité de conjuguer les ressources, les efforts et les capacités pour atteindre les mêmes objectifs et relever les mêmes défis en matière de conservation. Il ajoute que la coopération entre les trois pays peut servir d'exemple en montrant qu'il est possible de conserver la nature sans tenir compte des frontières politiques et en facilitant l'échange des leçons tirées de l'expérience afin d'améliorer les pratiques courantes.

Stewarding a long-term sustainable strategy in light of competing interests and sectors (Application d'une stratégie à long terme tenant compte de la divergence des intérêts dans les différents secteurs), par M. Gaston Luken, président du Consejo Consultivo del Agua (Conseil consultatif sur l'eau)

M. Luken juge important de consacrer du temps, de l'énergie et des ressources afin de pousser les gouvernements, la société civile, les ONG et d'autres acteurs à examiner le casse-tête que constitue la conservation de la nature en tenant compte des intérêts divergents, d'un mauvais ordre de priorités et du rythme qu'impose cette nature.

Il déclare qu'il est préférable de faire place à un processus ouvert et réfléchi qui permet d'exécuter une planification stratégique avec des spécialistes, des représentants gouvernementaux et des intervenants, et ce, en tablant sur les capacités disponibles et en évitant de doubler les travaux en cours. Il estime essentiel de ne pas aggraver le problème et de se concentrer sur les solutions permettant de concrétiser la vision à long terme d'une écorégion, et de ne pas accélérer indûment le processus, car cela ne donnera pas les résultats dont la nature a désespérément besoin.

Il poursuit en indiquant que la prolifération de pratiques non écologiques a des incidences dans les régions qui sont très vulnérables et d'une grande fragilité, et lorsqu'elles perdent leur équilibre, cela leur prend des années à le retrouver si c'est encore possible. Il soutient que des travaux concertés, à savoir qui ne sont pas menés exclusivement par une ONG ou un gouvernement mais par des alliances entre eux, simplifient la sensibilisation aux problèmes et l'élaboration des mesures à prendre.

The ecological and economic implications of promoting sustainable fisheries (Les incidences écologiques et économiques de la promotion de la pêche durable), par M. Lance Morgan, chercheur principal, Marine Conservation Biology Institute

M. Morgan expose des preuves probantes montrant les incidences néfastes que la pêche commerciale peut avoir en épuisant les stocks de poisson dans les océans. Il mentionne que selon des rapports de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la surpêche a fait disparaître les deux tiers des ressources halieutiques. À titre d'exemple, il indique que la population de requins à longues nageoires a diminué de 99,7 p. 100 dans le golfe du Mexique depuis que la pêche à la palangre y a débuté dans les années 1950.

Il mentionne également que d'autres espèces, qui font partie de la Liste rouge de l'Union mondiale pour la nature, continuent de diminuer en raison de leur capture accessoire ou de leur enchevêtrement dans les filets. Elles comprennent notamment deux tortues marines : la tortue luth et la carette, ainsi que l'albatros à pieds noirs, l'albatros à queue courte, le thon rouge et le requin bleu. Il ajoute que des indicateurs écosystémiques sont alarmants en révélant que les ressources halieutiques et la mégafaune disparaissent, les constructeurs d'habitat sont déplacés et les espèces nuisibles (marée rouge et méduses) prolifèrent. M. Morgan précise que toutes ces pertes peuvent empêcher les océans de résister aux maladies, de filtrer les polluants et se remettre de facteurs stressants comme la surpêche et les changements climatiques.

Il indique aussi que 29 p. 100 des espèces pêchées dans le monde à des fins commerciales avaient disparu en 2003, ce qui signifie que le taux de prises avait diminué de plus de 10 p. 100 par rapport aux sommets historiques. Il avance en outre qu'au rythme actuel, on estime que toutes les espèces pêchées à des fins commerciales pourraient avoir disparu d'ici 2048. Il conclut en déclarant que la pêche dépend souvent des décisions prises dans de nombreux autres secteurs, mais qu'il faudrait appliquer les solutions suivantes² : 1) reconstituer les réserves de poisson; 2) utiliser des engins de pêche moins destructeurs; 3) pêcher de façon durable; 4) protéger les habitats; 5) recourir à une gestion écosystémique (par zone).

Managing and protecting shared marine resources (Gestion et protection des ressources marines communes), par M. Fernando Manrique, président de l'association des professeurs émérites à l'Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (Institut de technologie et d'études supérieures de Monterrey)

M. Manrique estime nécessaire de distinguer les caractéristiques propres aux ressources marines et terrestres pour pouvoir les gérer et les conserver adéquatement, tout autant que

² Recommandations du Conseil international pour l'exploration de la mer (2000) et du *National Research Council* (Conseil national de recherches) des États-Unis (2002).

de mieux connaître les ressources que nous partageons, leur état, les menaces auxquelles elles sont confrontées et les solutions éventuelles à ces menaces.

Il déclare qu'il existe d'importantes lacunes dans les connaissances, particulièrement en ce qui concerne le milieu marin. Il indique qu'il n'y a pas si longtemps, on croyait que les grands fonds océaniques ne comptaient pas de biodiversité, mais des études récentes prouvent le contraire. Il ajoute que la protection des aires marines n'est pas très ancienne, comme c'est le cas pour les aires terrestres, et que des mécanismes comme les échanges dette/nature ne s'y appliquent pas. M. Manrique précise qu'étant donné que les eaux océaniques ne relèvent pas de la compétence d'un pays, cela donne automatiquement lieu à une exploitation libre des ressources.

Marine Conservation, Policy and Economics—the Challenges (Les défis que présente la conservation du milieu marin en ce qui a trait aux politiques et à l'économie), par John Roff, titulaire de la chaire de recherche du Canada en science et en conservation de l'environnement à l'Acadia University

M. Roff analyse en profondeur les défis auxquels est confrontée la conservation du milieu marin au Canada, et indique qu'il existe une législation, des politiques ainsi qu'un organisme de réglementation car plusieurs entités fédérales sont responsables de certains aspects de cette conservation. Il affirme toutefois qu'il n'existe pas de cadre fédéral pour choisir les aires marines protégées et les aires marines nationales de conservation, ce qui fait que les choix sont arbitraires. Il indique aussi que le gouvernement fédéral se refuse à participer à la conservation du milieu marin car il n'est pas encore pleinement convaincu de ses avantages sur le plan économique, des coûts et des conséquences que peut avoir le fait de ne pas s'en occuper, et de l'urgence de la situation.

Il mentionne que des consultations et des réunions se tiennent présentement en vue de planifier la protection et une utilisation intégrée de la zone économique exclusive. Il précise que toutes les parties intéressées conviennent, dans l'ensemble, qu'une gestion écosystémique est la meilleure approche et que les affaires, le commerce et la conservation n'ont pas besoin d'être en opposition, mais les progrès sont lents. Il soutient qu'un changement radical de la situation nécessite une forte manifestation d'autorité de la part du gouvernement afin de museler l'opposition des entreprises de pêche, de montrer clairement les avantages économiques que la conservation peut offrir et de susciter l'intérêt de la population.

Après ce dernier exposé, le président du CCPM rappelle que la table ronde vise à ce que l'assistance formule des questions et des observations que les membres du Comité examineront et soumettront éventuellement à l'attention du Conseil de la CCE.

La discussion donne lieu aux observations suivantes de la part de l'assistance :

La CCE devrait :

- soutenir les activités qui permettent de mieux faire comprendre ce que signifie vraiment la conservation, ainsi que les fonctions et processus écologiques, et les gouvernements et le grand public doivent mieux connaître les coûts et les conséquences de la dégradation et de la disparition des écosystèmes;
- intégrer le savoir traditionnel et renforcer la participation des collectivités autochtones à ses activités;
- choisir un produit ou un groupe de produits afin de montrer aux consommateurs nord-américains en quoi consiste leur cycle de vie et leur permettre ainsi de prendre une décision éclairée lorsqu'ils choisissent un produit (ils doivent en effet savoir d'où vient un produit et les efforts qui ont été déployés pour le mettre à leur disposition);
- faire plus largement connaître les avantages économiques qu'offre la conservation de la nature ainsi que les réalisations en matière de conservation dont le commerce a tiré parti (p. ex., l'écotourisme);
- poursuivre ses efforts en vue de la mise en œuvre d'un plan de conservation des écorégions;
- faire connaître l'urgence et la gravité des défis auxquels la conservation de la biodiversité est confrontée à l'échelle du continent;
- élaborer un ensemble d'indicateurs pour mesurer les progrès et déterminer les régions qui réclament une intervention immédiate de la part des trois pays;
- promouvoir le renforcement des mesures de prévention du commerce illicite d'espèces sauvages en Amérique du Nord;
- mettre sur pied des projets qui soutiennent les mesures de conservation dans les aires protégées ainsi que des projets qui aident les petits producteurs dont les méthodes sont écologiques;
- favoriser une harmonisation des lois de l'environnement, notamment en ce qui concerne les espèces en péril;
- élaborer un programme trinational de séquestration du carbone afin de prévenir les changements climatiques;
- intensifier l'échange de pratiques exemplaires entre les trois pays nord-américains;

- étudier la possibilité de remettre en activité le Fonds nord-américain pour la coopération environnementale;
- établir un répertoire d'organismes et des projets qu'ils réalisent afin de connaître leurs activités et à quel endroit elles ont lieu;
- favoriser l'instauration d'incitatifs fiscaux afin de promouvoir la conservation de la nature;
- promouvoir le commerce équitable;
- étudier les questions transfrontalières en recourant à une approche holistique.

Le président du CCPM remercie l'assistance, les orateurs, le personnel de la CCE et les interprètes et lève la séance.

**Adopté par les membres du CCPM
en février 2007**



Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord

**Session ordinaire 06-04 du Comité consultatif public mixte
Table ronde sur la conservation de la nature et le commerce**

Hôtel Marriott CasaMagna
Boulevard Kukulcan, Retorno
Chac L-41, Zona Hotelera
Cancún, Quintana Roo
77500 Mexique

Tél. : (011 52) 998 881 2000 • Téléc. : (011 52) 998 881 2085

Cette table ronde vise principalement à aider à mieux comprendre les défis et les possibilités en matière de conservation de la nature compte tenu des liens qui existent entre le commerce et l'environnement en Amérique du Nord.

Ordre du jour provisoire

Le mardi 7 novembre 2006

- 7 h 00 à 7 h 55 Inscription des participants – *Foyer Salón Maya*
- 7 h 55 à 8 h 00 Mot de bienvenue par Carlos Sandoval, président du CCPM
- 8 h 05 à 8 h 10 Mot d'ouverture par le directeur exécutif de la CCE, Felipe Adrián Vázquez-Gálvez
- 8 h 10 à 8 h 40 Discours d'ouverture du ministre de l'Environnement du Mexique, José Luis Luege Tamargo
- 8 h 40 à 9 h 10 Pause**
- 9 h 10 à 9 h 20 Exposé sur les activités de la CCE relatives au commerce et à la conservation de la biodiversité, par Hans Herrmann
- 9 h 20 à 9 h 40 Exposé de la vision de la CCE par le directeur exécutif, Felipe Adrián Vázquez-Gálvez

Exposés

- 9 h 40 à 10 h 00 Exposé sur les instruments et les institutions qui traitent des enjeux nord-américains, par Exequiel Ezcurra, directeur du Biodiversity Research Center of California

- 10 h 00 à 10 h 20 *Améliorer la biodiversité grâce au commerce*, par Richard Huber, Spécialiste principal de l'environnement, Unité du développement durable et de l'environnement, Organisation des États américains (OEA)
- 10 h 20 à 10 h 40 *Avantages et inconvénients du commerce pour la conservation des espèces en voie de disparition*, par Carolyn Fischer, fellow, Resources for the Future
- 10 h 40 à 11 h 00 *Établir un lien entre les données sur la biodiversité et les décisions commerciales et économiques*, par Jorge Soberón, scientifique principal, University of Kansas Natural History Museum
- 11 h 00 à 11 h 20 *La conservation des espèces communes dans le contexte du resserrement des liens commerciaux et économiques en Amérique du Nord*, par David Brackett, président, Habitat faunique Canada
- 11 h 20 à 11 h 40 *Augmenter la valeur de la conservation dans les paysages dominés par les humains*, par Gerardo Ceballos, Instituto de Ecología, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)
- 11 h 40 à 12 h 00 *La gérance transfrontalière de la conservation des sols*, par Brian Houseal, directeur exécutif, Adirondack Council
- 12 h 00 à 12 h 20 *Le resserrement des liens entre l'économie et le commerce est-il avantageux pour les zones protégées?*, par Ernesto Enkerlin, président, Comisión Nacional de Areas Naturales Protegidas (Conanp)
- 12 h 20 à 12 h 40 *Une stratégie viable à long terme compte tenu des intérêts et des secteurs concurrents*, par Gaston Luken, président, Consejo Consultivo del Agua, A.C.

12 h 40 à 14 h 00 Dîner (fourni) – Salón Maya IV

- 14 h 00 à 14 h 20 *La promotion de la pêche durable : incidences écologiques et économiques*, par Lance Morgan, chercheur principal, Marine Conservation Biology Institute
- 14 h 20 à 14 h 40 *Gestion et protection des ressources marines communes*, par Fernando Manrique, président, Asociación de Profesores Eméritos del I.T.E.S.M
- 14 h 40 à 15 h 00 *Conservation marine, politiques et économie—les défis*, par John Roff, Chaire de recherche du Canada en science et conservation de l'environnement
- 15 h 00 à 15 h 20 Pause

Table ronde

- 15 h 20 à 16 h 20 Séance de discussion 1 : Questions relatives au milieu marin
Modérateurs : Lance Morgan, Exequiel Ezcurra, John Roff
- 16 h 20 à 17 h 20 Séance de discussion 2 : Questions relatives au milieu terrestre
Modérateurs : Jorge Soberón, David Brackett, Richard Huber

17 h 20 à 17 h 40 Séance de clôture par le directeur exécutif de la CCE, Adrián Vázquez, et Nelly Correa Sandoval, membre du CCPM.

17 h 40 Fin de la séance

Le mercredi 8 novembre 2006

9 h 00 à 10 h 30 Suivi des activités du CCPM et questions administratives

- a) Discussion sur la possibilité de préparer un avis au Conseil sur les résultats de la session
- b) Discussion sur la possibilité de préparer un avis au Conseil sur le Plan opérationnel 2007–2009 de la CCE
- c) Suivi de l'atelier sur les énergies renouvelables qui a eu lieu à Washington, DC
- d) Discussion des priorités du CCPM pour 2007 et des autres réunions

10 h 30 à 10 h 45 Commentaires des observateurs

10 h 45 Fin de la séance

11 h 00 à 17 h 00 **Excursion à Isla Contoy** – facultatif (*veuillez prendre note que tous les coûts afférents seront assumés par les participants*)
<http://www.islacontoy.org/aboutus.htm>



Commission for Environmental Cooperation (CEC) of North America

**Joint Public Advisory Committee Regular Session 06-04
“Roundtable on Conservation and Trade”**

Marriott CasaMagna Hotel
Boulevard Kukulcan, Retorno
Chac L-41, Zona Hotelera
Cancun, Quintana Roo

Provisional list of participants – 7 November 2006

Participants

Alvarado Mejía, Jorge Alberto
Presidente
Sociedad Mexicana de Toxicología
C. 17 No. 102 D x 20 y 22 Col. Itzimná
Mérida, Yucatan
México
E-mail: amejia@uady.mx

Alvarez Castillo, Alberto
Profesor - Investigador
Instituto Tecnológico de Zacatepec
Calzada Tecnológico 27
Zacatepec, Morelos
México
Tel: 52 734 343 1394 x 256
Fax: 52 734 343 4141
E-mail: nuabli@hotmail.com /
nuabli@lycos.com

Armendariz Muñoz, Rosa María
Integrante CCPC y Presidenta, Región Centro
CNCINPRO, Confederación Nacional
Campesina de Indígenas y Productores Rurales
Puebla 302 - 601 Col. Roma
México, D.F.
México
Tel: 52 55 525 8618
Fax: 52 55 525 8618
E-mail: cncinpro_ac@yahoo.com.mx

Aréllano, Alfredo
Director Regional Peninsula de Yucatan
CONANP
Venado #71, SM 20
Cancún, Quintana Roo 77500
México
Tel: 52 998 883 9515
Fax: 52 998 887 1969
E-mail: arellano@conanp.gob.mx

Bando, Jun
Department of Stare
2201 C Street NW
Washington, D.C. 20003
U.S.A.
Tel: 202 647 3710

Bastida-Muñoz, Mindahi Crescencio
Presidente
Consejo Mexicano para el Desarrollo Sustentable
Lázaro Cárdenas Norte No. 125
San Pedro Tultepec
Lerma, Estado de México
México
Tel: 712 123 6259
Fax: 712 123 6259
E-mail: mindahib@yahoo.com.mx

Basurto González, Daniel Ignacio
Presidente
Comisión de Ecología de Concamin, barra
Mexicana de Abogados
Homero 1804-602. Los Morales
México, D.F.
México
Tel: 559 171 5200
Fax: 52 559 171 5220
E-mail: dbasurto@lexcorp.com.mx

Carrera Velveta, Vicente
Editor
Noticaribe.com.mx
Av. 3, entre 125 y 130 Col. Ejidal
Playa del Carmen, Quintana Roo
México
E-mail: vcarrera@gmail.com

Correa Sandoval, Jorge
Investigador Asociado
El Colegio de la Frontera Sur
Av. Centenario Km. 5.5
Chetumal, Quintana Roo
México
Tel: 983 835 0440
Fax: 983 835 0454
E-mail: coyotecorrea.yahoo.ca

Cortés Vásquez, Luz María
Coordinadora Académica del Plantel Tulum
Universidad Latino Americana de Quintana
Roo
Calle Centauro Norte S/N
casi esquina con Av. Tulum
Tulum, Quintana Roo
México
Tel: 984 871 3545
Fax: 984 871 3545
E-mail: ulqtulum@ulq.com.mx

Ferrante, Joseph
Trade Coordinator
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave
Washington, D.C. 20460
U.S.A.
Tel: 202 564 6558
E-mail: ferrante.joe@epa.gov

Funes Izaguirre, José Luis
Coordinador de la Seduma en la Zona Norte
Gobierno del Estado de Quintana Roo
Cancún, Quintana Roo
México 72500
Tel: 52 998 185 0559
E-mail: sedumazonanorte@yahoo.com

González Navarrete, Rosa Leticia
Profesor Investigador
Universidad Autónoma de Yucatán
Av. Itzaés 498, Col. Centro
Mérida, Yucatan
México
Tel: 999 928 5985
Fax: 999 9233297
E-mail: gnavar@uady.mx

Grimaldi de Leon, Federico
Gerente Ecología
Camara Nacional de la Industria de Aceites,
Grasas, Jabones y Detergentes
Cordoba No. 10 Col. Roma
México, D.F.
México
Tel: 52 555 511 5263
Fax: 52 555 511 9218
E-mail: cniagj@prodigy.net.mx

Grumer Garcia, Ravel
Reportero
Enfoque Radio
Au Uxmal No. 33
Cancún, Quintana Roo 77500
Tel: 52 998 895 0710
E-mail: sravel2001@gmail.com

Hall, Geoffrey

Botánico de Conservación
Appalachian Corridor Appalachen
602 des Érables
Marbleton, Québec
Canada
Tel: 819 887 1037
E-mail: geoffrey.hall@herbcet.org

Hernández Balderas, María Guadalupe

Secretaria Técnica
Consejo Consultivo para el Desarrollo
Sustentable Región Centro-Occidente
Av. Guerrero Esq. Cedro 1er Piso
Col. Jardines de Irapuato.
Irapuato, Guanajuato
México
Tel: 462 235 0940
Fax: 462 635 0940
E-mail: ccei-ira@terra.com.mx

Hernandez Gomez, Huguette

Director de Medio Ambiente
Municipio de Solidaridad
Playa del Carmen, Quintana Roo
México
Tel: 52 998 577 0522
E-mail:
ugasolucionesambientales@hotmail.com

Herrera, Juan Antonio

PhD Student / Legal Researcher
Dalhousie University
118 Harlington Crescent
Halifax, Nova Scotia
Canada
Tel: 902 402 3817
E-mail: jan256@dal.ca

Hyer, Bruce T.

Member, Board of Directors
Chair, Forestry & Land Use
Environment North, Cdn Environmental Network
(CEN)
856 N. vickers, St
Thunder Bay, Ontario
Canada
Tel: 807 622 7200
Fax: 807 622 7230
E-mail: forests@tbaytel.net

Infante Farias, Lucero Lizbeth

Consultora
Proyectos de Cooperación Internacional
Tejon num. 29 dep. 2 SM 20 Mz 4 Retorno 1
Cancún, Quintana Roo
México
Tel: 998 887 2593
E-mail: llinfante@yahoo.com.mx /
llinfante70@hotmail.com

Kerry, Mara

Director of Conservation
Nature Canada
85 Albert Street, suite 900
Ottawa, Ontario K1P 6A4
Canada
Tel: 613 562 3447
E-mail: mkerry@naturecanada.ca

Madero, Alida

Coordinadora Educación Ambiental
Wildlife Trust Alliance
Andómeda 258
Monterrey, Nuevo Leon 64860
México
Tel: 52 818 349 1994
E-mail: alida.madero@gmail.com

Martín, Patricio

Representante
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Condominios Villa Marlin
Boulevard Kukulcan, km. 13.5, local 4
Cancún, Quintana Roo 77500
Tel: 52 998 885 1732 ó 885 2840
E-mail: pmartin@cemda.org.mx

Martínez, Román Martínez

Periodista
Diario de Quintana Roo
Bonampak #37
Cancún, Quintana Roo
México
Tel: 998 884 8502
Fax: 998 884 6080
E-mail: romymtz2003@yahoo.com.mx

May Morales, Julio Cesar

Consultor
Asesoría Jurídica en Materia Ambiental
Av. Palenque No. 62 Desp. C, Sm. 27
Mza. 3, L. 1.
Cancún, Quintana Roo
México
Tel: 998 898 3140
E-mail: juliocesarmay@hotmail.com

Medina Aguilar, José Manuel

Director General Adjunto de Cooperación
Internacional
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 - Piso 1
Col. Jardines en la Montaña
México, D.F. 14210
México
Tel: 52 555 628 3908
Fax: 52 555 628 0694
E-mail: manolo.medina@semarnat.gob.mx

Merediz Alonso, Gonzalo

Director Ejecutivo
Amigos de Sian Ka'an A.C.
Fuego #2, SM. 4 Mz. 10
Cancún, Quintana Roo 77511
México
Tel: 52 998 892 2958
Fax: 52 998 892 2959
E-mail: gmerediz@amigosdesiankaan.org

Muñoz Sevilla, Norma Patricia

Prefesor Investigador
Intstituto Politecnico Nacional
Av. Luis Enrique Erro
s/n Col. Zacatenco
México, D.F. 07738
México
Tel: 52 555 729 6000 x 50558
Fax: 52 555 562 9582
E-mail: nmunozs@ipn.mx

Novelo, Juan Novelo

Fotógrafo
Diario Quintana Roo
Cancún, Quintana Roo
Tel: 52 998 884 1060
E-mail: jbnovelo@gmail.com

Ocampo Arjona, José Alfonso

Consultor
Asesoría Jurídica en Materia Ambiental
Av. Palenque No. 62 Desp. C, Sm. 27
Mza. 3, L. 1.
Cancún, Quintana Roo
México
Tel: 998 898 3140
E-mail: dartanan77@hotmail.com

Ouellette, Gene

Aboriginal Business Coordinator
Saskatchewan Research Council
125-15 Innovation Boulevard
Saskatoon, Saskatchewan
Canada
Tel: 306 933 7092
Fax: 306 933 7446
E-mail: ouellette@src.sk.ca

Pasqualetti, Martin

Professor
Arizona State University
School of Geographical Sciences. Arizona
State University
Tempe, Arizona
USA
Tel: 480-965-4548
Fax: 480-965-8313
E-mail: pasqualetti@asu.edu

Perez Gil Salcido, Ramón

Presidente
FAUNAM A.C.
José Ma. Velasco 109 Local 8°
Col. San José Insurgentes
México, D.F.
México
Tel: 52 555 611 2100
Fax: 52 555 611 2340
E-mail : pg7faunam@yahoo.com.mx

Podhora, Aranka

Ingeniero
Berlin University of Technology
Wuppertal Institute on Climate, Environment
and Energy
c/o Karim Kuri Garifa
Calle Nayarit 12 BIS 6
México, D.F.
México
E-mail: podhora@ile.tu-berlin.de

Salazar Ramírez, Joel

Director del Plantel Tulum
Universidad Latino Americana de Quintana
Roo
Calle Centauro Norte S/N
casi esquina con Av. Tulum
Tulum, Quintana Roo
México
Tel: 984 871 3545
Fax: 984 871 3545
E-mail: ulqtulum@ulq.com.mx

Salgado Flores, Luis Ernesto

Climate Change Project Coordinator
Centre Helios
326 boul. Saint-Joseph Est - Bureau 100
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 849 6357
Fax : 206 984 9421
E-mail : luisesf@yahoo.com /
salgado@centrehelios.org

Sbert, Carla

Gerente de Programas de Conservación
y Asuntos Legales
Nature Canada
85 Albert Street, suite 900
Ottawa, Ontario K1P 6A4
Tel : 613 562 3371 ext 222
Fax : 613 562 3371
E-mail : csbert@naturecanada.ca

Schneider, Aaron

Environmental Researcher
Centre for International Studies
Cape Breton University RR No.4
Baddeck, Nova Scotia
Canada
Fax: 902 929 2348
E-mail: aaronschn@yahoo.ca

Senjalia, Neilima

Associate Director
Office of International Environmental Policy
Office of International Affairs US EPA
1300 Pennsylvania Avenue
Washington, D.C.
USA
Tel: 202 564 6474
Fax: 202 565 2411
E-mail: senjalia.neilima@epa.gov

Servano, Alejandra

Coordinadora de biodiversidad
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Condominios Villa Marlin
Boulevard Kukulcan, km. 13.5, local 4
Cancún, Quintana Roo 77500
Tel: 52 998 885 1732 ó 885 2840
E-mail: aservanop@cemda.org.mx

Tajonar, Maria del Carmen

Consejera Ciudadana Titular del Edo. de Puebla
Consejo Consultivo Nacional para el Desarrollo
Sustentable
16 Oriente No. 606 Col. San Francisco
Puebla, Puebla
México
Tel: 222 130 0505
Fax: 222 130 0505
E-mail: ptajonar@hotmail.com

Valiquette, Pierre M.

Trésorier
Centre Québécois du Droit de l'Environnement
/ Québec Environmental Law Center
454, Avenue Laurier est
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 861 7022 x 23
E-mail: pierrem.valiquette@sympatico.ca

Vazquez Enciso, Myriam Odeth

Gerente Juridico
Asociación Nacional de Fabricantes de Cerveza
Sofocles 146, Col. Palmas Polanco
México, D.F.
México
Tel: 52 555 557 8500
Fax: 52 555 557 8385
E-mail: ovazquez@anfacer.com.mx

Speakers

Brackett, David

President
Wildlife Habitat Canada
Suite 310, 1750 Courtwood Crescent
Ottawa, Ontario
Canada
Tel: 613 722 2090 x 224
Fax: 613 722 3318
E-mail: dbrackett@whc.org

Ceballos Gonzalez, Gerardo

Instituto de Ecologia, UNAM
Apdo Postal 70-275
Mexico D.F. 04510
Mexico
Tel: 52 555 622 9004
Fax: 52 555 622 9004
E-mail: gceballo@miranda.ecologia.unam.mx

Enkerlin Hoeflich, Ernesto

Director General
Comisión Nacional de Areas Naturales
Protegidas
(CONANP)
Camino al Ajusco 200, Piso 3
Col. Jardines de la Montaña
Tlalpan, México DF 14210
México
Tel: 52 555 449 7001
Fax: 52 555 449 7025
E-mail: presidente@conanp.gob.mx

Fischer, Carolyn

Fellow
Resources for the Future
1616 Street, NW
Washington, D.C.
USA
Tel: 202 328 5012
Fax: 202 939 3460
E-mail: fischer@rff.org

Houseal, Brian

Executive Director
The Adirondack Council
P. O. Box D-2
Elizabethtown, NY
USA
Tel: 518 873 2240
Fax: 518 873 6675
E-mail: bhouseal@adirondackcouncil.org

Huber, Richard M.

Principal Environmental Specialist
Organization of American States
Department of Sustainable Development
1889 F St NW
Washington DC 20006
Tel: 202 458 3227
Fax: 202 458 3560
E-mail: rhuber@oas.org

Luken, Gastón

JPAC Member
Consejo Consultativo del Agua, A.C.
Monte Pelvoux No. 111 Piso 2
Col. Lomas de Chapultepec
México, D.F.
México
Tel: 52 555 736 3539
Fax: 52 555 284 2803
E-mail: e.pichardo@aguas.org.mx

Manrique, Fernando

Profesor Emerito
Instituto Tecnológico de Monterrey
Av. Garza Sada 2501
Monterrey, Nuevo Leon
México
Tel: 818 358 2000 x 3019
E-mail: fmanriqu@itesm.mx

Morgan, Lance

Chief Scientist

Marine Conservation Biology Institute

14301 Arnold Dr. Suite 25

Glen Ellen, California

USA

Tel: 707 938 3214

Fax: 707 996 4842

E-mail: lance@mcbi.org

Roff, John

Professor, Canada Research Chair

Environment and conservation Environmental

Sciences

Acadia University

Wolfville, Nova Scotia

Canada

Tel: 902-585-1921

Fax: 902 585 1034

E-mail: john.roff@acadiau.ca

JPAC members

Correa Sandoval, Adriana Nelly

Profesor Investigador
Centro de Calidad Ambiental
ITESM Campus Monterrey
Av. Eugenio Garza Sada No. 2501 Sur
Monterrey, Nuevo Leon
México
Tel: 52 818 328 4032
Fax: 52 818 359 6280
E-mail: ancs@itesm.mx

Dépôt, Jean Guy

Président
l'Association des propriétaires riverains du Lac
Bowker
20, chemin du Lynx, Lac Bowker
Orford, Québec
Canada
Tel: 450 532 4684
Fax: 450 532 4684
E-mail: lacbowker@cooptel.qc.ca

Desai, Dinkerrai

Environmental Coordinator
U. S. Army Material Command
Directorate of Public Works, Bldg 173
Fort Monmouth, New Jersey
USA
Tel: 732 532 1475
Fax: 732 532 6263
E-mail:
dinkerrai.desai@mail1.monmouth.army.mil

Gardner, Jane

Manager and Counsel
Remediation Programs
Corporate Environmental Programs
General Electric Company
3135 Easton Turnpike
Fairfield, Connecticut
USA
Tel: 203 373 2932
Fax: 203 373 2683
E-mail: Jane.gardner@corporate.ge.com

Henriques, Irene

Schulich School of Business
York University
4700 Keele Street
Toronto, Ontario
Canada
Tel: 416 736 5068
Fax: 416 736 5687
E-mail: ihenriqu@schulich.yorku.ca

Luken, Gastón

Presidente
Consejo Consultativo del Agua, A.C.
Monte Pelvoux No. 111 Piso 2
Col. Lomas de Chapultepec
México, D.F.
México
Tel: 52 555 736 3539
Fax: 52 555 284 2803
E-mail: e.pichardo@aguas.org.mx

Marquez, Rafael

Commissioner
Texas Commission on Environmental Quality
2906 Victoria Cove
Round Rock, Texas
USA
Tel: 512 239 5515
Fax:
E-mail: rmarquezesp@aol.com

McDonald, Patricia

Consultant
847 E. Wild Rye Drive
Jackson, Wyoming
USA
Tel: 307 734 2758
Fax: 307 734 2758
E-mail: pattyamcdonald@earthlink.net

Phare, Merrell-Ann

Executive Director/Legal Counsel
Centre for Indigenous Environmental
Ressources
3rd Floor, 245 McDermont Ave.
Winnipeg, Manitoba
Canada
Tel: 204 956 0660
Fax: 204 956 1895
E-mail: maphare@cier.ca

Rincón Mejía, Eduardo

Profesor Investigador
Universidad Autónoma del Estado de México
Cerro de Coatepec s/n, Ciudad Universitaria
Toluca, Estado de México
México
Tel: 52 722 214 0855 x 222
Fax: 52 722 215 4512
E-mail: rinconsolar@hotmail.com

Sandoval, Carlos

Presidente
Consejo Nacional de Industriales Ecologistas
Gabriel Mancera No. 1141, Col. del Valle
México, D.F.
México
Tel: 52 555 559 3611
Fax: 52 555 575 2337
E-mail: ecologia@conieco.com.mx
JPAC Chair for 2006

CEC Staff

Herrmann, Hans

Head, Conservation and Biodiversity Program
Commission de coopération environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: hherrman@cec.org

Lloyd, Evan

Director of Communications
Commission for Environmental Cooperation of
North America
393, Saint-Jacques Street West, Suite 200
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: elloyd@cce.org

Morin, Jocelyne

JPAC Liaison Officer Assistant
Commission for Environmental Cooperation
393, rue Saint-Jacques, Suite 200
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: jmorin@cec.org

Orozco, Marcela

JPAC Liaison Officer
Commission for Environmental Cooperation
393, rue Saint-Jacques, Suite 200
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: morozco@cec.org

Paz-Miller, Liliana

Meeting Services Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
393, St-Jacques Street West, Suite 200
Montreal, Québec
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: lpmiller@cec.org

Schmidth, Karen

Conservation and Biodiversity Program Assistant
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4345
E-mail: kschmidth@cec.org

Vázquez-Gálvez, Felipe Adrián

Executive Director
Commission for Environmental Cooperation of
North America
393, Saint-Jacques Street West, Suite 200
Montréal, Québec
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: avasquez@cce.org

**Session ordinaire 06-04 du Comité consultatif public mixte
Table ronde sur la conservation de la nature et le commerce**

7 et 8 novembre 2006

Liens pour accéder aux présentations

Améliorer la biodiversité grâce au commerce, par Richard Huber, Spécialiste principal de l'environnement, Unité du développement durable et de l'environnement, Organisation des États américains (OEA)

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/Huber2.pdf>

Avantages et inconvénients du commerce pour la conservation des espèces en voie de disparition, par Carolyn Fischer, fellow, Resources for the Future

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/CancunNov06-Fisher.pdf>

La conservation des espèces communes dans le contexte du resserrement des liens commerciaux et économiques en Amérique du Nord, par David Brackett, président, Habitat faunique Canada

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/CancunNov06-Brackett.pdf>

Augmenter la valeur de la conservation dans les paysages dominés par les humains, par Gerardo Ceballos, Instituto de Ecología, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/CancunNov06-Ceballos.pdf>

Le resserrement des liens entre l'économie et le commerce est-il avantageux pour les zones protégées?, par Ernesto Enkerlin, président, Comisión Nacional de Areas Naturales Protegidas (Conanp)

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/CancunNov06-Enkerlin.pdf>

La promotion de la pêche durable : incidences écologiques et économiques, par Lance Morgan, chercheur principal, Marine Conservation Biology Institute

<http://www.cec.org/files/PDF/JPAC/pres/Morgan2.pdf>

Gestion et protection des ressources marines communes, par Fernando Manrique, président, *Asociación de Profesores Eméritos del I.T.E.S.M*

<http://www.ccc.org/files/PDF/JPAC/pres/Manrique.pdf>

Conservation marine, politiques et économie—les défis, par John Roff, Chaire de recherche du Canada en science et conservation de l'environnement

<http://www.ccc.org/files/PDF/JPAC/pres/Roff.pdf>